

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

EDITORIAL

Simple frisson, puis courant d'air ces dernières semaines, voici que se lève le vent mauvais de l'eupéisme, emportant toute la classe politique dans une frénésie de renoncements. C'est le cas du Parti socialiste, où Mitterrand n'a pas hésité à remettre en jeu sa fonction pour mieux assurer l'orientation « européenne » de son mouvement. C'est aussi le cas du gouvernement et de sa majorité. Voici M. Jobert qui appelle les « Européens » à « l'enthousiasme ». Voici M. Pompidou préparant dans la fièvre un sommet européen qui pourrait être le premier pas vers un exécutif supranational. Voici que M. d'Ornano se déclare partisan de l'abandon de la règle de l'unanimité au profit de celle de la majorité, ce qui permettrait aux pays européens de dicter à la France sa politique. Voici enfin que M. Chaban-Delmas préconise ouvertement la constitution d'un « exécutif européen » et d'une « défense européenne ».

On se demande quelle mouche les a soudain piqués, provoquant ce délire du renoncement, ces hallucinations supranationales, cette logorrhée verbale charriant les vieux lieux communs de la phraséologie eupéiste d'il y a vingt ans.

On ne peut croire qu'ils aient eu une brusque révélation, la nymphe Europe étant venue visiter M. Pompidou. On ne peut croire que la peur tenaille ces bourgeois tranquilles, et trouble leur visage fleuri. On ne peut croire qu'ils aient découvert tout d'un coup un intérêt commun aux pays d'Europe, qui ont fait preuve, depuis que le Marché commun existe, d'un nationalisme jamais démenti. On ne peut croire que la nation européenne soit soudain sortie de ses limbes éternelles.

(suite page 3)

EUROPE OPIUM DU PEUPLE

une immense espérance

Dans quelques mois sonneront les soixante-quinze ans de l'Action française. N'en faisons pas l'histoire, comme le notait Arthez dans son dernier article (NAF 133), à la manière desséchante et figée du Port-Royal du grand Sainte-Beuve. Mais cherchons dans ces trois quarts de siècle les leçons que l'empiriste Maurras y chercherait lui-même pour « prolonger, renouveler en avançant, cette Action française » aujourd'hui...

Pour l'heure, c'est l'analogie qui nous frappe entre la naissance de 1899 et deux événements récents.

Le plus long ministère de la III^e république, celui de Waldeck-Rousseau, en disloquant les ligues remuantes, exilant Déroulède et les chefs royalistes, semant la zizanie dans les rangs « collectivistes » en débauchant le socialiste Millerand, et enfin en terminant la douloureuse Affaire malgré la légalité... inaugurerait l'installation de l'ordre républicain.

Mais, sortant de la « Ligue de la Patrie française », quelques jeunes intellectuels avaient décidé de fonder un « groupe d'études sociologiques », l'Action française. Maurras les rejoint et, un à un, les convainc de l'aspect très moderne de la monarchie. Trois grands facteurs jouaient en ce sens : un nouvel état d'esprit propice à des remises en cause fondamentales, une audience acquise auprès de l'Intelligence à travers les grands quotidiens, enfin un Prince prétendant.

On a beaucoup insisté sur le néo-monarchisme de Maurras, et avec raison : son positivisme revu et corrigé, le caractère scientifique de ses théories, l'ouverture extraordinaire de son esprit pouvant utiliser de bric et de broc les pensées les plus contradictoires, faisaient de son travail une épée acérée, critiquant, discernant le bien et le mal de son époque et proposant une solution : non pas de revenir à 1789, ni à Louis XIV, mais retrouver, bien au-delà, la sève créatrice de la monarchie française, comme il dit en substance dans la Gazette de France.

On n'a peut-être pas assez insisté, faute d'études appropriées, sur la renaissance, à partir de 1896, d'un jeune royalisme s'appuyant sur le duc d'Orléans (prétendant depuis 1894) et que Maurras enthousiasma, sans nul doute, surtout après l'Enquête sur la Monarchie, saluée par le Prince lui-même. Un jeune militant du Parti royaliste n'écrivait-il pas, après un manifeste du Prince en septembre 1898 :

« Ah certes ! le manifeste du Prince, la ligne de conduite que l'on paraît vouloir adopter donnent grandement raison, enfin, à ceux qui, comme moi, ont toujours pensé que la Monarchie ne se ferait pas dans un salon, mais bien dans la rue.

Peut-être, en ce sens, l'abandon de certains conservateurs, de certains catholiques, cet abandon cruel qui parut un moment ternir à jamais les fleurs de lys, n'aura pas été aussi déplorable qu'on l'eût cru.

C'est une nouvelle orientation qu'il faut au parti. Il faut qu'il se dégage des éléments trop mous qui en font un parti de souvenir ; ces éléments, composés d'un noble dévouement, sans doute, mais qui ne savent que mourir, point combattre...

...Que les royalistes soient moins conservateurs et plus révolutionnaires : tout est là.

Et puisque notre prince, notre roi, semble vouloir entrer dans la période de l'action, qu'il aille jusqu'au bout ! Qu'il vienne.

Restait à Maurras de dégager la monarchie de l'esprit de parti et du cléricisme.

Aujourd'hui, l'état d'esprit, issu de la grande secousse de 1968, permet les remises en cause radicales. Le livre de Bertrand Renouvin, le *Projet royaliste*, figure le travail des intellectuels du « groupe d'études sociologiques » d'Action française, à ceci près qu'il bénéficie du corpus même élaboré depuis ce temps.

Le second facteur, qui est l'audience auprès de l'Intelligence, n'est pas retrouvé, certes, dans sa forme des tribunes des quotidiens. Disons que l'analogie serait respectée si Bertrand Renouvin présentait à loisir ses idées sur les ondes d'une radio. Nous en sommes loin.

Mais le troisième facteur est esquissé : le Prince a parlé. Non pas un manifeste, non pas un discours-programme, non pas une allocution publique... mais une préface aux *Mémoires* de Louis-Philippe. D'aucuns nous accuseront d'abuser du sens d'un texte ? Qu'ils se souviennent que tout écrit recèle, pour qui sait le lire, un second sens, révélateur d'une disposition d'esprit. La fresque de l'histoire de la monarchie, la vision de celle des révolutions françaises... sont un acte politique quand elles viennent d'un

Prince soucieux des réalités qui l'entourent, surtout lorsqu'elles concluent par le rappel que « la monarchie n'est pas un parti » et que « c'est une erreur pour un chef d'Etat que de faire reposer son régime sur une seule catégorie politique ». Et le Comte de Paris souligne clairement le point faible du régime de son aïeul lorsqu'il constate que la dynamique de la monarchie de juillet aboutissait à en faire la « chose » de la bourgeoisie. Conséquence ultime « le roi-bourgeois ne suffisait plus à la bourgeoisie de 1848, il lui fallait le bourgeois-roi ».

En faisant cette analyse de l'avènement de la bourgeoisie, le comte de Paris discerne la grande faille qui empêche la mise en œuvre d'un projet de civilisation « bien que le phénomène social qui sollicite notre temps soit autrement vaste et pressant que celui qui se produisit il y a un siècle et demi ». Réalisme, certes, mais qui contient en germe les promesses d'une action prophétique pour indiquer les voies du renouveau. Voilà où réside notre immense espérance.

Philippe VIMEUX.

commonwealth à la française ?

L'inconscience et l'aveuglement euromaniaque ne connaissent décidément aucune limite. Témoin ce brillant commentaire paru dans l'*Aurore* au lendemain du « sommet » qui s'est tenu à Paris le 13 novembre dernier : « la politique de beaucoup de pays africains est devenue aujourd'hui trop fluctuante pour que des options fondamentales à long terme soient prises dans quelque domaine que ce soit. »

Fluctuante la politique menée par les Présidents Diori Hamani, Houphouët-Boigny et Senghor, pour ne citer qu'eux ? Soyons sérieux. Jusqu'aux dernières minutes de la Conférence, c'est précisément l'initiative africaine qui a dominé les débats. Mieux encore, c'est bien à ces pays jugés inintéressants par le journal de Mme Lazurick que nous devons les progrès de la communauté francophone dans les années à venir.

L'Humanité, pour sa part, comptait sans doute sur la bonne vue de ses lecteurs en consacrant à la rencontre présidentielle dix malheureuses petites lignes, ni plus ni moins. Il est vrai que ce jour-là il n'y avait pas de « massacres » en Angola ou au Mozambique à se mettre sous la dent. Dès lors, les chantages de la solidarité internationale ne pouvaient que rester muets, ou presque.

Côté gouvernemental, la passivité à laquelle nous avons déjà eu l'occasion de faire allusion (1) ne s'est guère démentie. Le discours officiel prononcé par M. Pompidou aura été sans doute l'un des plus ternes et insipides de sa carrière, attitude d'autant plus lamentable que les circonstances exigeaient autre chose que du verbiage.

Et pourtant, la journée n'aura pas été inutile si l'on en croit les déclarations publiées à l'issue des entretiens. Trois décisions majeures d'abord :

— création d'un organisme de consultation et de concertation qui permettra des rencontres annuelles au niveau le plus élevé,

— transformation de la zone franc en « zone

de solidarité » plus conforme aux mutations économiques actuelles,

— Signature d'un nouveau traité liant les Etats membres de la Banque centrale des Pays de l'Afrique de l'Ouest.

En corollaire à ces différents points, le renforcement de la cohésion de l'ensemble francophone mondial a été évoqué à de nombreuses reprises, ainsi que la nécessité de sauvegarder les relations privilégiées existantes entre la France et ses partenaires d'outre-mer.

On aimerait croire, avec François Mennelet du *Figaro*, qu'il s'agit de « l'ébauche d'un commonwealth à la française ». La réalité paraît hélas moins souriante, quels que soient les jalons posés en cette direction. Que dire, en effet, des envolées lyriques — mais par trop floues — sur l'idéal « eurafricain » ? Comment se concrétiseront les modifications envisagées pour la zone franc ?

La France sera-t-elle capable de mettre un terme aux « mystérieuses luttes d'influence entre cabinets ministériels » dont Gilbert Comte dénonçait dans *Le Monde* la nocivité patente ? S'attachera-t-on, en définitive, à donner une formation minimum aux futurs coopérants alors que les centres destinés à cet effet sont depuis longtemps en état de fonctionner ? Et surtout, peut-on se fier à la volonté pompidolienne de mener avec assurance une politique qui réponde aux vœux exprimés par ses interlocuteurs ?

Nous ne sommes pas des pessimistes invétérés. Néanmoins, que le Président français prenne garde à ne pas décevoir ceux qui lui parlent aujourd'hui d'amitié et de famille. Le choc en retour pourrait avoir des conséquences à la mesure des espoirs qui ont été placés en lui.

Mais depuis quand la République est-elle responsable ?

J.-A. MOURGUE.

(1) Voir N.A.F. 133.

suite de l'éditorial

Mais alors, qu'est-ce qui fait donc courir, saliver et baver à qui mieux mieux la classe politique? Tout simplement le néant d'idées dont elle ne parvient pas à sortir, son absence de projet de civilisation, son manque de courage à affirmer une politique française, son absence évidente de volonté devant le jeu carnassier des grandes hégémonies.

Il fallait donc masquer ce qui devenait par trop évident : le laisser-aller, la lâcheté, l'absence d'imagination d'une classe politique qui se contente de gérer la société industrielle au mieux de ses intérêts. Il fallait donc donner l'impression de faire quelque chose, sans qu'il en coûtât trop, afin que le bon peuple se mette en marche vers l'avenir radieux enfin dévoilé — oubliant du même coup les villes tentaculaires, le tréfilage abrutissant et le pouvoir d'achat fondant. Il fallait donc trouver un mythe suffisamment puissant pour effacer les tristes réalités de la politique pompi-

dolienne et de la vie quotidienne des Français.

Le vieux mythe européen était là, plutôt décati à force d'avoir été charrié par tant de partis et d'idéologies — de Briand à la Waffen S.S., de Robert Schuman à Servan-Schreiber, de Lecanuet aux vieux débris de la droite modérée. On s'est donc emparé de l'Europe comme d'une bouée, en espérant qu'elle aiderait à surnager dans l'océan du monde.

Mais la manœuvre est éculée, et le calcul s'avère faux. Eculée parce qu'elle a déjà échoué lors du referendum de 1971. Faux parce que l'Europe n'a jamais été et ne sera jamais qu'un ramassis d'intérêts antagonistes, tant sur le plan diplomatique qu'en économie.

L'Europe n'est qu'un mirage, et l'on n'a jamais su gérer les mirages.

L'Europe n'est que du vent, et l'on n'a jamais su bâtir sur le vent.

L'Europe n'est pas une espérance, mais

une chose morte dont tout le monde se moque, à commencer par la jeunesse.

L'Europe n'est rien d'autre que l'aire d'affrontement des grands intérêts capitalistes.

Mais l'Europe est une idée folle, où l'on veut enfermer et réduire la France et sa défense, la France et son indépendance, la France et son destin.

Comme au temps de Hitler, comme au temps de la C.E.D., comme au temps du referendum de 1971, il faut donc dire *non* à l'Europe des marchands, *non* à l'intégration militaire, *non* à l'exécutif supranational, *non* à toutes les folies meurtrières de la communauté nationale. Il faut dire *non*, autant pour ce que nous sommes que pour ce que nous voulons être : des citoyens qui refusent le joug de l'étranger, des hommes qui ne veulent plus être les esclaves des marchands, des Français conscients du rôle que la France peut jouer dans le monde, si elle se donne d'autres institutions.

N.A.F.

au bon beurre 73

Ainsi, jeudi dernier, les grandes villes françaises, à commencer par la capitale ressemblaient à des cités bombardées. Black-out total, lumières éteintes, rares passants dans les rues, Paris se trouvait à l'heure des B.O.F. en colère qui, rajeunis de trente ans, se souvenaient des temps heureux où le crémier était roi.

En tout cas la grève de jeudi a pu mettre en évidence deux faits.

● D'abord la scandaleuse incapacité du Pouvoir en matière de distribution. M. Giscard d'Estaing a ordonné de taxer la viande et les fruits selon des modalités « polytechniciennes » qui nécessitent l'usage d'un ordinateur pour appliquer l'arrêté à chaque détaillant. Mais il n'a pris aucune mesure pour s'attaquer à la cause profonde du mal, c'est-à-dire la multiplication des intermédiaires. De la part du gouvernement aucun effort sérieux n'a été entrepris pour inciter, par exemple par le biais de mesures fiscales, les commerçants à se grouper en centrales d'achat de types U.N.A. Les commerçants ainsi fédérés ne représentent que 5 % du chiffre d'affaire commercial français, contre 70 % au commerce « indépendant » et 25 % aux grandes surfaces. Ne nous étonnons pas si les commerçants indépendants se trouvent encouragés par la pagaille de la distribution à faire joyeusement valser les étiquettes, genre de sport

auquel ils ne sont que trop habitués depuis trente ans. Ce faisant ils apportent de l'eau au moulin des grandes surfaces et risquent de livrer en fin de compte le commerce à la dictature des monopoles.

● Deuxième leçon : l'extraordinaire fragilité des grandes villes. Un rien, grève des commerçants, de l'E.D.F., des boueux les paralyse. On ne saurait mieux démontrer ce qu'elles ont de précaire.

Dans les villes moyennes ou les petits centres existent encore des zones dont les habitants peuvent se payer le luxe de cultiver un potager et sont beaucoup moins des enfants assistés que les prisonniers des mégapoles. Utopie rousseauiste que d'évoquer ce type de vie ? Nullement ! M. Gravier a amplement montré que l'on pouvait fixer la croissance urbaine en France sur quelque 260 « ville-pôles » autour desquelles graviteraient des villages rénovés, peuplés d'une partie des citadins actuels qui seraient « à la campagne » tout en bénéficiant pour le travail et les loisirs de la proximité de la ville.

Alors à quand cette révolution de l'espace urbain ? Ce n'est sûrement pas pour demain avec un gouvernement aussi dépourvu d'imagination que le nôtre.

Paul MAISONBLANCHE.

VOIE EXPRESS RIVE GAUCHE

Comme nous le laissions prévoir dans le dernier numéro de la N.A.F., le Conseil de Paris a voté le projet de voie-express rive gauche par 46 voix à 38. Parmi ses partisans, à signaler un clown heureux, Lionel Assouad, qui a expliqué que le projet contribuerait à embellir la capitale (!!!) et un tartuffe, M. Frédéric-Dupont, qui a estimé qu'il était « sage de songer à ceux des travailleurs contraints d'utiliser leurs voitures dans Paris ». C'est bien la première fois dans sa longue carrière de parlementaire que Dupont-des-concierges se soucie des travailleurs. Heureusement que ses intérêts coïncident (?) en l'occurrence avec ceux des entreprises de travaux publics et des constructeurs automobiles. Il y a des coups de pied au cul qui se perdent.

avis

● La rédaction de la N.A.F. recherche un étudiant qui, bénévolement pourrait venir collaborer à la fabrication technique de la N.A.F. hebdo. Conditions : être disponible le lundi de 11 h à 19 h, avoir de bonnes connaissances en orthographe. S'adresser à Michel Giraud pour renseignements complémentaires.

● La direction de la N.A.F. recherche une secrétaire à mi-temps, pour travail de secrétariat et de bureau. Pratique de la dactylo exigée. S'adresser à Yvan Aumont pour renseignements complémentaires.

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA NAF-HEBDO

Je souscris un abonnement de 3 mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*).

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

à retourner 17, rue des petits-champs, 75001 Paris, CCP: NAF 642 31 Paris

Depuis 1967, le pétrole était devenu un élément important dans le conflit du Proche-Orient. La dernière guerre en a fait une véritable arme politique, arme quasi absolue dans les mains des pays arabes vis-à-vis de l'Europe. Car le pétrole arabe représente la principale source d'énergie pour les pays industrialisés européens. De lui dépend la poursuite d'une croissance économique à laquelle il a jusqu'à présent largement contribué.

Le risque réel de pénurie, la hausse constante — et importante — des prix, devraient permettre de déterminer une nouvelle politique énergétique, sinon une nouvelle politique de la croissance.

Il convient donc, dans un premier temps, de présenter globalement le **dossier du pétrole** tout en indiquant rapidement les possibilités de production de pétrole synthétique. D'autres sources d'énergie, plus ou moins coûteuses, se développent d'ailleurs rapidement, ou sont à l'état de projet.

Mais au-delà d'une simple analyse, une prospective audacieuse est indispensable, basée sur l'hypothèse qu'une pénurie d'énergie, quelles qu'en soient les causes, doit déboucher sur une transformation qualitative des modèles de croissance dans les pays occidentaux.

● **Autrefois abondant, politiquement sûr et peu coûteux, le pétrole est devenu une source d'énergie rare, peu sûre et de plus en plus chère.**

En 1961, le charbon et la lignite représentaient 59 % de la consommation mondiale d'énergie, le pétrole 29 %. Dix ans plus tard la structure mondiale de l'énergie offre une tout autre image. **Le pétrole tient la première place** (42 %), la part du charbon et de la lignite a fortement diminué (35 %), le gaz naturel (21 %) et l'électricité primaire (2 %) sont encore peu importants. Cette image se précise, pays par pays, et révèle des structures très diverses.

Ainsi la France où le pétrole entre pour 60 % dans la consommation d'énergie par tête (en 1970) contre 29 % pour les combustibles solides, 7 % pour le gaz naturel et 4 % pour l'électricité primaire. Répartition différente en Grande-Bretagne avec 51 % pour les combustibles solides, 42 % pour le pétrole.

Et le plus souvent l'absence de ressources nationales a fait du pétrole un élément important de la balance commerciale. En tonnage, le pétrole brut compte pour 52 % (en 1972) dans les importations françaises dont il représente le poste le plus important parmi les matières premières et semi-produits.

On comprend mal comment un pays a pu se mettre dans cet état de dépendance économique — et politique — vis-à-vis de pays détenteurs d'une telle richesse. Plusieurs explications peuvent être avancées.

TROIS EPOQUES

En matière d'énergie le pétrole était jusqu'à une époque relativement récente, non seulement **abondant** et politiquement **sûr**, mais aussi **peu cher** et facilement transportable. Et, depuis l'accord de San Remo de 1920 attribuant la part détenue par la Deutsche Bank dans la Turkish Petroleum Company (future Irak Petroleum Company) à la France, celle-ci s'était engagée dans une **politique pétrolière peu coûteuse**. Sans entrer dans les détails de l'histoire du pétrole, il est bon de rappeler également que c'est sur une initiative française que sera signé en 1928 le célèbre « **accord de la ligne rouge** », l'un des plus extraordinaires exemples de partage territorial par les grandes puissances de l'époque, lesquelles, par compagnies pétrolières interposées, se réservaient l'exploitation des ressources de l'ancien Empire ottoman.

De leur côté les Américains se taillaient la part du lion en Amérique Latine, au Venezuela par exemple, où ils obtenaient d'un régime dictatorial des concessions peu coûteuses, et dans le Golfe Persique, en Arabie Séoudite et au Koweït notamment.

C'est l'Iran, pays tant décrié aujourd'hui, qui le premier osera se dresser contre la toute-

puissante Anglo-Iranian Oil Company. En mars 1951, sous l'impulsion du Dr Mossadegh, il nationalise son pétrole. La réaction est rapide, et brutale : un boycott mondial est organisé contre ce « **pétrole rouge** » et l'économie iranienne. Seule l'Italie bravera l'Amirauté britannique qui détenait la majorité du capital de l'Anglo-Iranian. L'« **élimination** », en 1953, du Dr Mossadegh permet un nouveau partage, le 29 octobre 1954 : l'Anglo-Iranian, qui devient la British Petroleum, cédant 40 % de sa part dans la NIOC (Société nationale iranienne) à ses confrères pétroliers.

Première manifestation du **nationalisme pétrolier**, l'action de l'Iran sera plus tard largement cautionnée par nombre de pays producteurs nationalisant peu à peu leur principale source de richesse. En juillet 1956, le colonel Nasser nationalise le canal de Suez, artère vitale reliant l'Europe aux pétroles du Golfe Persique. Une nouvelle ère pétrolière voyait le jour, et en avril 1959 une Conférence arabe du pétrole se réunit au Caire.

Le gouvernement français, après la création de la Compagnie française des Pétroles à laquelle il concède ses droits sur la Turkish Petroleum Cy en 1924 (et dont il détient 35 % du capital), fait voter la loi du 28 mars 1928, véritable charte du raffinage et de la distribution. A la veille de la Seconde guerre mondiale est ensuite créée la Régie Autonome des Pétroles (R.A.P.), puis en 1945 le Bureau de Recherches (B.R.P.). C'est une société dépendante du B.R.P., la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine (S.N.P.A.) qui mettra à jour le petit gisement pétrolier de Lacq, en 1949, et surtout, en 1951, son important gisement de gaz. Le grand mérite du B.R.P. reste aussi la **préreconnaissance des gisements pétroliers du Sahara**, dès 1947. Ceux-ci seront prospectés et mis en valeur par les sociétés françaises créées à cette occasion, avec la participation de quelques sociétés étrangères. Découvert en 1956, le gisement pétrolier d'Hassi-Messaoud se révèle fort important tandis qu'à proximité un gigantesque gisement de gaz est mis à jour à Hassi R'Mel. Adopté en 1958, un « **Code pétrolier saharien** » permettra une exploitation avantageuse tant pour la France que pour les compagnies productrices. Et dès 1959, la production saharienne aurait pu couvrir largement les besoins en énergie de l'ensemble de la zone Franc. Cependant la faible productivité en fuels industriels du pétrole saharien en faisait une source d'énergie assez peu demandée par les industriels, et la nationalisation des actifs pétroliers français par l'Algérie, en 1971, aura peu de conséquences sur la structure de l'approvisionnement pétro-

l'arme du p une poli

lier. Pour l'année 1972, sur 120 millions de tonnes de pétrole brut traité en France, 11 millions provenaient de l'Algérie, 23 millions d'Arabie Séoudite, 18 millions du Koweït, 14 millions d'Irak et 10 millions d'Abu Dhabi, le Moyen-Orient représentant dans sa totalité environ 70 % du pétrole brut traité.

Or depuis 1967, et surtout 1970, une troisième ère pétrolière est ouverte. C'est **celle du pétrole toujours plus cher**, de la participation croissante des Etats producteurs au capital des sociétés étrangères opérant sur leur territoire. En trois ans le marché mondial du pétrole a subi une véritable révolution. Il s'agit bien d'un total renversement des cartes puisque des pays comme l'Arabie Séoudite ou l'Iran cherchent maintenant à investir dans les pays consommateurs pour contrôler toute la chaîne, ce qui passait pour être de la science-fiction il y a quelques années se réalise peu à peu : le pétrole devient une source d'énergie **rare**, politiquement **peu sûre**, et de plus en plus **chère**.

PETROLE SYNTHETIQUE ET CHARBON

On parle alors d'un retour au charbon ou encore de projets plus ambitieux comme l'exploitation de pétroles synthétiques ou d'autres sources d'énergie.

Sur le plan mondial les **réserves prouvées** de pétrole brut se montent à 650 milliards de barils (dont environ 50 % au Moyen-Orient) et les **réserves estimées** à 2.000 milliards de barils (dont seulement 25 % au Moyen-Orient). La

BARIL (bbl) : unité de volume. La conversion en tonnes métriques est fonction de la spécificité du pétrole brut. Par exemple, pour un brut d'Abu Dhabi ayant une densité API d'environ 39°, soit une densité spécifique de 0,830, la conversion se fera sur la base de 7,60 barils par tonne métrique. [La production pétrolière est le plus souvent exprimée en barils par jour].

prise de conscience d'une possibilité réelle de pénurie provoquée, ou simplement naturelle, a concentré l'attention sur les réserves beaucoup plus importantes de pétrole brut synthétique susceptible d'être retiré des sables et des schistes bitumineux et du charbon.

On estime actuellement à 1.500 milliards de barils les réserves de pétrole contenu dans les sables bitumineux ou les réservoirs d'huile lourde plus profonds. Environ 10 % de ces accumulations pourraient être récupérées par une exploitation à ciel ouvert (au Canada, par exemple), le coefficient de récupération atteindrait 70 à 80 % donnant des bruts de densité très faible et de teneur en soufre assez élevée.

Les **schistes bitumineux** (principaux gisements aux U.S.A., en U.R.S.S., en Chine et au Brésil) contiendraient plus de 6.500 milliards de

Politique de l'énergie

- Les pays industrialisés s'orientent vers des solutions de remplacement : la France a intérêt à ne pas se laisser prendre de vitesse.

barils de brut non point sous forme de liquides mais sous forme de kérogène qui ne peut être extrait qu'à l'aide de la chaleur, à des températures d'environ 390 °C.

Quant aux **gisements actuels de charbon** (9.000 milliards de tonnes), convertis en barils de pétrole, sur une base thermique, ils représentent 43.000 milliards de barils ; il est vrai que le coefficient de récupération ne pourrait guère dépasser 10 à 15 %.

L'exploitation de ces énormes possibilités se heurte à des problèmes techniques non encore résolus, comme à l'élément coût. Compte tenu de l'investissement en capital et des coûts d'exploitation, on estime que le pétrole synthétique extrait des sables bitumineux du Canada devrait être vendu aux Etats-Unis au moins 7 dollars le baril, soit encore plus en Europe du fait du coût du transport.

NOUVELLES SOURCES D'ENERGIE

Les recherches s'intensifient également pour découvrir de **nouvelles sources d'énergie**. Au Japon, commencera l'année prochaine une recherche de grande envergure sur le **projet solaire**, en vue de développer « l'énergie propre pour le XXI^e siècle ». Le projet de dépenses pour 1974/2000 porte sur plus de 4 milliards de dollars.

La Communauté européenne elle-même travaille sur des projets communs concernant l'énergie solaire, la production d'hydrogène par électrolyse de l'eau, et enfin la fusion nucléaire.

Actuellement les sources d'énergie autre que le pétrole sont en définitive assez restreintes. La **fission nucléaire** est encore mal maîtrisée et comporte indéniablement des risques de contamination radioactive. En tout état de cause, il faut cinq ans pour construire une centrale nucléaire. Quant aux travaux dans le domaine de la **fusion nucléaire** — qui permettrait un accroissement appréciable de la production d'électricité —, ils en sont encore au stade embryonnaire. Par contre il faudrait beaucoup moins de temps pour « pousser » la production d'une mine de charbon.

Ainsi le **reflux vers le charbon** est véritablement amorcé aux Etats-Unis, il est d'ailleurs d'autant plus aisé que les réserves de charbon du pays sont détenues pour 60 % par les groupes pétroliers. On sait également qu'il est d'ores et déjà moins coûteux pour les centrales thermiques britanniques de s'alimenter en charbon anglais qu'en fuel-oil. Ce n'est pas encore le cas de la France, ce le sera sûrement demain !

FRANCE : UNE SITUATION DELICATE

Pourtant sa position dans le domaine énergétique est extrêmement délicate. Ses ressources

propres en pétrole brut (Bassin parisien et Aquitaine) sont minimes, soit 1,5 million de tonnes en 1972. Sa production de gaz naturel s'amenuise d'année en année. Sa production charbonnière ne suffit pas à sa consommation. Sa production d'électricité augmente régulièrement, mais un nombre important de centrales électriques sont des usines thermiques. La « productibilité » des usines nucléaires laisse envisager un développement important de la consommation d'électricité, c'est un atout certain mais non absolu.

Dans l'immédiat son approvisionnement pétrolier est assuré grâce à sa position vis-à-vis des pays arabes, et à sa politique intérieure. En effet, par le régime du **monopole délégué**, mis en place par la loi de 1928, le **gouvernement contrôle tous les aspects de l'industrie pétrolière**, de l'implantation des raffineries au prix à la pompe. Un système de prix — fort complexe — maintient dans notre pays une

mondial) que dans la mesure où elles importent du brut. Le quota ne serait plus un maximum, mais bien une obligation ; de telle manière qu'une société privée de ressources en brut ne serait plus autorisée à raffiner en France.

Il reste que la situation est fort préoccupante, et non point seulement au niveau d'une hypothétique pénurie d'essence. **Le pétrole est non seulement la source d'énergie principale en France, mais encore une matière première indispensable**, pour toute la pétrochimie par exemple.

A la lumière des récents développements de la crise — l'attitude de l'Irak notamment, poursuivant délibérément une politique pétrolière favorable à l'Europe et quasiment désavouée par l'OAPEC — il faut se garder de toute conclusion trop hâtive. Le pétrole constitue une immense richesse pour les pays arabes, mais seulement s'il est exploité. La réduction de la production leur coûte très cher, et si les pays industrialisés ont besoin d'eux, la réciprocité est vraie.

Après avoir été fort longtemps payés en « monnaie de singe », puis en dollar dévalué et enfin en « dollar-pouvoir d'achat », c'est-à-dire indexé sur les variations monétaires, ne pourraient-ils être réglés en moyens qui permettraient leur développement économique ?

C'est sans aucun doute d'une très large coopération entre pays consommateurs et pays producteurs que viendra la solution.

Il reste que les pays consommateurs eux-mêmes doivent trouver dans le « révélateur pétrolier » l'occasion, unique peut-être, de repenser leur avenir.

P. D'AYMERIES.

(1) Cette étude sur la crise de l'énergie se poursuivra dans notre prochain numéro par une réflexion sur le modèle de croissance qu'elle remet en cause.

PRIX A LA POMPE

Prix du litre d'essence et de supercarburant, en France. L'ancien prix du « super », 1,25 F, se décomposait ainsi :

• prix à la sortie de la raffinerie	0,2117 F
• frais de distribution et marge bénéficiaire	0,1513 F
soit, prix hors taxes	0,3630 F
• taxes diverses	0,8870 F
soit, prix total	1,25 F

La part de l'Etat sur le prix du litre de supercarburant représente donc environ 70 % du prix total.

La part de l'Etat producteur est beaucoup plus difficile à chiffrer, on estime qu'elle peut représenter, actuellement environ 40 % du prix à la sortie de la raffinerie, soit au maximum 8 % du prix à la pompe.

La récente augmentation, en France, du prix de l'essence et du supercarburant (+ 0,10 F par litre), du fuel-oil domestique (+ 0,074 F par litre), du gas-oil (+ 0,061 F par litre) et du fuel-oil (+ 0,027 F par litre), rapporte d'ores et déjà plus de 750 millions de F au Trésor public.

situation privilégiée. Des quotas de raffinage et de distribution sont régulièrement attribués et l'importante **Direction des Carburants** est un organisme à peu près unique parmi les pays industrialisés. L'attribution récente du quota de raffinage pour 1976-1985 a été assortie d'obligations assez contraignantes pour les sociétés internationales concernées par l'intermédiaire de leur filiale française (Shell, Esso, B.P., Mobil, Fina, AGIP). Celles-ci n'auront le droit de vendre en France, aux prix fixés (qui peuvent être inférieurs aux prix du marché

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F
Abonnement un an : 55 F
Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31
Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

le mariage d'anne

A la N.A.F., royalistes français, nous ne sommes pas défenseurs inconditionnels de toutes les monarchies de l'univers et de leurs fastes. Il y a beaucoup de chances pour que demain, le cérémonial de la monarchie française soit fort différent de celui de la Cour d'Angleterre. Mais, enfin, ils nous font rire ces démocrates qui s'indignent vertueusement face aux cérémonies de Londres. Il ne semble pas que le peuple soit de leur avis, son instinct, son cœur, son intelligence ne le trompent pas : il applaudit spontanément cet autre peuple rassemblé autour de l'image sensible de sa nation.

Pensez donc : un jeune couple tout à la fois souriant, ému, une famille, un peuple rassemblé ! Il n'en faut pas plus pour susciter la colère des imbéciles. Guignol anachronique et féodal, mascarade, éructe le citoyen Fontvielle-Alquier.

Imbéciles ! Tristes imbéciles, reflets fidèles de leur régime bête et gris. Faces de rats, cacochymes, sinistres croque-morts... Au moins la monarchie c'est plus rigolo, répétait une Anglaise de dix-huit ans, interrogée par un poste périphérique.

La République comme cérémonial ne connaît que les minutes de silence laïc et obligatoire sur les monuments hideux commémorant les grands massacres où elle a entraîné des centaines de milliers de jeunes vies. Bêtise, laideur, hideur, tristesse le beau cortège ! On comprend que le peuple, le vrai, préfère celui de la princesse Anne. Parce que la monarchie c'est la fête, le mariage d'une princesse c'est l'immense liesse populaire.

AU FOU !

Allende ! All Ende ! Tout a une fin ! Quand l'Anarchie ça pue ! Quand l'Anarchie-en-li, on ne sait plus qui « Pine au Che !... »

« En 1929, Hitler nomme Heinrich Himmler au poste de Reichsführer S.S. C'est lui le véritable créateur de la S.S., cet Ordre Noir raciste, troupe extraordinaire, dévouée à une idée et fidèle jusqu'à la mort. Communauté fraternelle liée par le sang pur, les S.S. marchent vers un lointain avenir guidés par A. Hitler, strictement hiérarchisés, au service de l'homme blanc contre l'exaltation de l'Universel... Au solstice d'été 1941, commence la grande aventure de la Waffen S.S. »...

« Les hommes raisonnables se faisant ça et là plus nombreux, ont commencé à découvrir que le fascisme et le national-socialisme n'avaient ni les défauts du bolchevisme ni ceux du capitalisme ».

D'où sont extraits ces textes ? Du **Combat européen**. Son rédacteur en chef est François Duprat. Belle figure que Duprat. Un physique de nouille molle ne l'empêche pas d'avoir un tempérament de grande passionnée pour les pectoraux virils des Aryens blonds, tout comme un faible prononcé pour les beaux U.D.R. ainsi qu'en témoigne une lettre troublante reproduite en juillet dans le **Canard Enchaîné**. A côté de Duprat, la « conscience » du **Combat européen** est le mythomane Sohyer.

Jusqu'à rien d'étonnant. Mais que vient faire dans cette publication nazillo-dingue une publicité pour les **Essais politiques** de Maurras, de l'homme qui n'a cessé de combattre les « hitléro-maniques d'extrême-droite » ? Il s'agirait d'une provocation que ces gens-là n'auraient pas agi autrement.

charles piaget : lip

Dans cet ouvrage fort intéressant, les ouvriers de *Lip* prennent la parole et nous donnent les impressions de la lutte qu'ils ont vécue. Charles Piaget introduit l'ouvrage en replaçant le conflit et ses développements dans l'histoire des luttes chez *Lip*. Après les divers témoignages des travailleurs, Michel Rocard, vient dans sa postface tirer les leçons de ces mois de lutte.

Nous savions que l'action menée par les travailleurs de *Lip* était sans précédent et qu'elle était le signe d'une évolution certaine des formes d'action syndicale qui ne se satisfait plus du petit jeu réformiste traditionnel : grève-négociations. L'affaire *Lip* prend sa source dans la volonté délibérée d'un trust d'en finir avec une « entreprise-fille » grâce à la complicité de l'Etat. Cela en méprisant ce qui constitue l'essentiel de l'entreprise : ses travailleurs. La réaction est avant tout une auto-défense. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre l'entrée dans « l'illégalité » de ceux qui étaient sacrifiés par la technocratie.

Les travailleurs décident de continuer la production et s'organisent. Ils nous racontent tour à tour les expériences. Ils assument leurs responsabilités, gèrent leur production et découvrent que le travail peut ne pas être une aliénation et qu'ils peuvent en tirer une source d'en-

richissement humain considérable. Une entreprise à visage humain, c'est possible. L'entreprise devient une amitié ; on apprend à se connaître et à travailler ensemble à une œuvre commune. Chacun selon ses goûts, ses aptitudes ou le hasard, se retrouve responsable, s'y donne complètement et contribue à faire tourner l'entreprise. *Lip*, c'est la preuve qu'une société nouvelle est possible.

C'est cela qui résonne principalement à chaque page de ce livre. Par delà une expérience imposée par les faits, les travailleurs de *Lip* ont vécu quelques mois ce qui pouvait être changé dans une société future : ceci pour ceux qui accusent d'utopistes les gens qui pensent que les travailleurs sont capables de participer à leur échelon à la gestion communautaire de leur entreprise. C'est la leçon de cet ouvrage émouvant qui, à travers les témoignages vivants de ceux qui se sont consacrés au succès de l'action entreprise, démontre qu'une nouvelle vie est possible dans le cadre d'un changement des structures de l'entreprise et de la société en général ; malgré l'échec de la lutte, une étape est franchie dans ce sens.

Marc HEDELIN.

(Lutter/Stock 2)

état d'artiste

Il a des blessures si profondes, des drames si intenses, des tourments si vifs, qu'une foule de bienfaits ne peut anéantir cette accumulation de désespoirs.

L'artiste balance entre l'amour et la mort. Tout est échec chez l'artiste, qui a le sens du tragique.

Et tout se rebiffe : l'œuvre d'un jour sera le repentir de celle du lendemain. Même la matière impure entre ses doigts est séduisante.

La poésie c'est l'homme nu. Pour se défendre il a ses poings. Derrière ses coups de gueule il porte une énorme tendresse.

Il dit : idée de masse, idée conne. Viol de l'intellect.

Il croit en l'homme. En tel homme. D'os, de chair, de sang. Qu'une somme de théories ne peut satisfaire, ni résoudre.

L'art c'est la contrainte. Vivre c'est vivre l'enfer. Artiste comme d'autres sont infirmes. Avoir des profondeurs si elles font surface...

Il n'y a pas de cuisine dans la marmite de l'esprit où il est précipité comme un navet. S'il cuit c'est sa perte. Sauvé : c'est une grâce. Il risque encore d'être mangé tout cru.

Ne pas confondre avec les gens d'en face, à l'enseigne « Le bonheur des niais », qui dispensent un bouillon culturel allongé de bromure. Soyez normal et vous serez considéré : ici on vend des bulles. On rase gratis.

Le beau est fade, le joli sans expression, le réel banal. La vérité est au-delà des platitudes.

On n'est rien avec mesure, on ne crée rien avec prudence : la prudence du bourgeois c'est du vice. L'artiste aime les putains et les carmélites.

La poésie de tous les arts : sans souci de bonne ou mauvaise action est aujourd'hui concrète, agressive.

L'automobile n'est pas la pire des inventions. C'est le chemin de fer. Il faut lutter contre cette mentalité de chef de gare (un garde-barrière peut en cacher un autre), qui ne fait place qu'aux gros bras et aux grosses têtes.

Il faut vivre.

En marge de la vie, en marge des arts. Pas de poésie. Pas de vie.

Michel NAU.

le projet royaliste

Avec quinze jours d'avance sur la date prévue le premier livre de la N.A.F. « Le Projet royaliste », par Bertrand Renouvin, est paru. Tous les militants, les sympathisants et même les simples curieux se doivent de posséder, de lire et de diffuser ce livre. Comme l'explique fort bien Yves Lemaignan dans sa préface, il donne les réponses à toutes les questions qui nous sont souvent posées au sujet de la N.A.F., de ses positions, de ses buts, de ses méthodes.

AVIS PRATIQUES

— Les souscripteurs de l'édition normale, habitant la région parisienne, peuvent venir retirer leur livre jusqu'au mercredi 28 novembre dans les locaux du journal.

— Les souscripteurs de province et ceux de l'édition originale recevront leur ouvrage par la poste pour le 1^{er} décembre (les éditions originales seront dédiées par l'auteur).

— Bertrand Renouvin signera son livre à l'issue du meeting du 12 décembre, rue de Rennes.

Conditions de vente :

1 exemplaire - prix : 15 F - Franco : 18 F.
5 exemplaires - prix : 65 F - Franco : 69 F
10 exemplaires - prix 100 F - Franco : 105 F

Les commandes accompagnées de leur règlement, doivent être adressées à I.P.N., B.P. 558 - 75026 PARIS Cédex 01 - C.C.P. La Source 33-537-41.

les mercredis de la naf

Tous les quinze jours la « N.A.F. » organise « les mercredis de la N.A.F. » qui sont ouverts à tous les militants et sympathisants de la région parisienne, sans oublier ceux qu'intéressent la réflexion et la recherche politiques. Au cours du premier trimestre nous reprendrons et approfondirons les analyses sur la société industrielle dans la France contemporaine, nous montrerons la nécessité des ruptures et indiquerons les formes de changement dans l'optique du projet royaliste.

Mercredi 21 novembre, à 21 heures, dans le cadre des « Mercredis de la N.A.F. », Bertrand Renouvin fera une conférence sur le thème « De l'Action française à la N.A.F. » et dédicacera son livre aux auditeurs.

Mercredi 5 décembre : Un portrait inédit de Charles Maurras.

Mercredi 19 décembre : Pour une charte d'action régionale.

Les réunions se tiennent dans la salle du deuxième étage, 12, rue du Renard, Paris-4*, à 21 heures précises. Il est recommandé d'y amener des amis.

COMMUNIQUE DE LA C.O.R.A.F.A.

Le dîner-débat prévu pour le 29 novembre sur « la crise énergétique et le problème du Proche-Orient » est remis à une date ultérieure.

Communiqué du Club de la Plaine Monceau

Un dîner-débat sur la « crise des arts plastiques dans la France de 1973 » aura lieu le 6 décembre. Il sera animé par des artistes peintres, sculpteurs et écrivains d'Art en renom. S'adresser au « Club de la Plaine Monceau », 13, rue Saint-Marceaux, 75001 Paris (avant le 1^{er} décembre). Tél. : 754-46-58.

la quinzaine royaliste

23 octobre. — Première réunion-débat organisée par la N.A.F. à Saint-Louis (Alsace). Un public nouveau attiré par l'importante campagne de tracts et d'affiches était venu en dépit d'un changement de salle en dernière heure. A noter l'astucieuse idée d'un questionnaire-sondage distribué aux participants sur les motivations qui les avaient fait venir à la réunion.

24 octobre. — Le tournage de l'émission de télévision ayant un peu perturbé nos horaires, c'est avec un grand retard qu'a commencé la première séance des « mercredis de la N.A.F. ». Public trop peu nombreux pour une conférence de qualité. Une campagne de publicité doit être faite pour que ces mercredis deviennent rapidement un carrefour et un lieu de discussion pour les militants et les sympathisants parisiens.

25 octobre. — Meeting contre l'avortement à Saint-Germain-en-Laye. Bonne réussite dont nous avons déjà rendu compte dans le numéro 131 de la N.A.F.

réunions

PARIS-15^e - ISSY - VANVES - CLAMART

Permanence tous les vendredis à 21 heures, Café des Sports (salle en sous-sol) 24, rue Alain-Chartier (métro Convention).

VERSAILLES

Vendredi 23 novembre à 21 heures, conférence sur le thème **Non à l'avortement**, dans la salle du tribunal, mairie de Versailles.

MERCREDI 12 DECEMBRE à 21 heures

**« LE PROJET ROYALISTE »
meeting
44, rue de Rennes
(Métro :
Saint-Germain-des-Prés)**

SOUSCRIPTION

Notre souscription lancée début octobre nous a déjà rapporté 3 millions d'anciens francs. Que tous ceux qui y ont déjà participé en soient remerciés. Grâce à eux une bonne partie de nos soucis financiers s'estompent et si votre générosité ne se tarit pas nous pourrions envisager de mettre en chantier de nouveaux projets pour cette année. En effet dès que la somme de quatre millions sera atteinte, notre budget 73-74 sera équilibré. Toutes les sommes perçues en plus nous donneront la trésorerie suffisante pour nous assurer une base solide. Alors encore un effort, l'enjeu en vaut la peine.

Yvan AUMONT.

GRENOBLE

A l'occasion de la parution du « Projet Royaliste », réunion le lundi 26 novembre à 19 heures au local, 4, square des Postes, Grenoble. Buffet (participation aux frais : 8 F).

BORDEAUX

Réunion le mercredi de 16 heures à 20 heures (permanence et cercle d'études). Permanence le vendredi, de 18 h 30 à 20 h. Réunions et permanences ont lieu au local, 59, quai des Chartrons.

RENNES

Permanence des étudiants et lycéens chaque mercredi de 17 h à 19 h. Bibliothèque. Au local, 16, rue de Châteaudun (1^{er} étage, entrée sous le porche).

LYCEENS DE PARIS

Permanence tous les mercredis de 15 h 30 à 17 h au local, 17, rue des Petits-Champs.

ETUDIANTS DE PARIS

Permanence tous les mercredis de 15 à 18 heures dans les locaux du journal. Le responsable du collectif étudiant sera présent.

Troisième liste :

P.H. Durocher, 11 F - Anonyme Neuilly, 100 F - J.P. Leval, 100 F - M. Rey, 15 F - P. Mauduit, 200 F - Mme Pradier, 85 F - B. Lacour, 150 F - J.P. Helluy, 100 F - S. Tharo, 150 F - F. Fraval, 300 F - Don Métro Louvre, 8 F - J.P. Lebel, 800 F - Elève officier Coëtquidan, 20 F - Frédéric Lebarbu, 20 F - P. Chazard, 10 F - M. Castain, 500 F - J.M. Bonifay, 50 F - J. Laroche, 300 F - F. Mirc, 20 F - V. de St-Marc, 450 F - M. Fontaurelle, 50 F - J. Fleury, 300 F - Anonyme Marseille, 10 F - P. Borra, 200 F - E. Ozenne, 10 F - Un Pied-Noir d'Oran, 650 F - De Cessolle, 15 F - M. Beda, 300 F - Cdt Coutures, 300 F - J.P. Casse, 300 F - P. Isambert, 100 F - Un camelot de la 17^e, 300 F - J.M. Bertrand, 50 F - S. Lambert, 150 F - C. Credinon, 500 F - H. de Froberville, 20 F - B. Pator, 800 F - Ph. Briault, 25 F - J. Sartore, 1.000 F - P. Lebouc, 500 F - A. Baecque, 1.000 F.

Total de cette liste : **9.969 F**

Total des deux premières listes : **19.985 F**

Total général : **29.954 F**

entrecoupées par des débats passionnés, un affichage et quelques actions militantes. Que notre section de Lille soit remerciée pour son accueil et la remarquable organisation matérielle de la session.

7 novembre. — Deuxième « mercredi de la N.A.F. » - Paul Maisonblanche, dans sa conférence « Une société sans école ? », fit un bilan complet de l'enseignement en France du Moyen Age à nos jours. Après un constat d'échec de l'Université en 73, il fit le tour des solutions proposées pour en montrer les failles avant de passer aux propositions de la N.A.F. en ce domaine.

8 novembre. — L'émission sur la N.A.F. à la télévision, dont nous avons déjà parlé, n'avait pas empêché la tenue d'une réunion contre l'avortement à Montmorency. En dépit de quelques opposants et contradicteurs d'horizons politiques variés notre section de la banlieue nord a effectué là un bon démarrage.

10 novembre. — Réunion de création pour notre nouvelle section d'Angers. Fort succès de curiosité pour la « N.A.F.-Hebdo » dont l'unique point de vente fut dévalisé en quelques heures.

le début de l'être humain

La communication du professeur Lejeune à l'Académie des Sciences morales et politiques s'oppose avec bonheur à l'incroyable stérilité intellectuelle des partisans de l'avortement.

Au cœur des controverses suscitées par la bataille de l'avortement, une chose me frappe de plus en plus : l'incroyable stérilité intellectuelle des partisans de la libéralisation. Ainsi le père Ribes, directeur des *Etudes* rappelé à l'ordre par le cardinal Marty ! Lorsqu'on a la prétention de renouveler la morale traditionnelle, accusée de résoudre abstraitement les situations où se déploient les libertés concrètes, on doit prendre garde d'être à la hauteur de cette prodigieuse ambition. La lecture des deux derniers numéros des *Etudes* ne m'a nullement convaincue. Et je parle par euphémisme.

Deux exemples. Le directeur de la revue jésuite justifie la libéralisation de l'avortement envisagée par le gouvernement au prix d'une condition : qu'il puisse *faire fond sur un degré de maturité des citoyens tel qu'il n'y a pas à craindre raisonnablement que cette nouvelle loi n'entraîne à des abus*. Conclusion : la promulgation d'une telle loi, qui en appelle à la conscience et à la liberté, devrait donc s'accompagner d'un effort sérieux de « conscientisation » nationale, si le texte lui-même n'y incite pas. C'est Ubu jésuite, théologien et moraliste ! Je vais vous donner l'autorisation de trucher votre prochain, mais attention soyez bien conscients que vous allez commettre un crime en toute liberté. Un bien curieux conseil donné à M. Messmer, et dont je doute qu'il soit suivi.

Oui, mais rétorqueront certains, pour le P. Ribes l'avortement se justifie dans certains cas. Non ! C'est bien plus compliqué et subtil que ça. Il n'est pas d'avortement qui puisse se justifier, écrit notre jésuite en toutes lettres. C'est, il est vrai, pour poser tout de suite après cette question : *en est-il qui puisse se juger abstraitement, si vraiment il y avait privation de liberté ?* Pour comprendre cette dialectique, il faut savoir que le père Ribes suspend toute sa pensée à une théorie de la liberté très personnelle, et tout à fait spéculative. Il est des cas dramatiques où une naissance implique en fait la privation de l'exercice de la liberté, de celle de l'enfant à naître, atteint d'embryopathie grave, ou de celle d'une autre personne (mère, père, frères ou sœurs) atteints dans leurs droits fondamentaux. Prodigieuse sophistication ! Dans ces cas dramatiques, la liberté de décision de tuer est intacte. Bien sûr, la présence future de ce petit infirme va bouleverser ma vie, celle de ses frères et sœurs. Ma liberté et leurs libertés seront-elles supprimées pour autant ? Non, bien évidemment, et le père Ribes prend une responsabilité terrible à faire croire le contraire.

C'est le propre de la liberté que de pouvoir limiter son champ : se faisant elle ne se limite pas, elle se perfectionne. Mais notre jésuite a un dernier argument dans son sac : la morale a toujours des principes, et des catalogues de principes abstraits à proposer à la liberté ; mais la liberté n'est pas abstraite, elle est personnelle et concrète. C'est bien évident, et la tradition n'a jamais dit autre chose. Seulement, à la différence de notre jésuite qui laisse croire que la liberté aurait à se déterminer hors de tout éclairage de la raison, la tradition expliquait qu'entre la décision et les principes il y avait la prudence. La prudence est cette vertu

intellectuelle dont le rôle est de faire rejoindre la nécessité du principe et la contingence de l'acte personnel. Le jésuite n'a donc rien inventé.

Il lui faut un invraisemblable culot pour laisser entendre que lui et ses semblables ont fait une découverte absolument inédite, celle de la contingence des actes humains. Pour cette merveille, il n'aurait pas fallu moins qu'une nouvelle école de moralistes dont les travaux et les conclusions sont d'une importance telle qu'ils s'opposeraient comme une antithèse à la thèse que constitue la morale traditionnelle ! La « thèse » méconnaissait, pensez donc, le caractère original et dramatique de l'acte libre. Dans les circonstances tragiques, les principes seraient de tristes alibis (ainsi la doctrine du volontaire indirect). C'est se moquer du monde. La thèse n'a jamais méconnu le caractère éminemment personnel et mystérieux de l'acte par lequel la conscience choisit en dernier ressort de se déterminer en tel ou tel sens — mais cela ne va nullement contre la nécessité des principes.

On peut se demander si le directeur des *Etudes*, comme l'ensemble des tenants de l'antithèse se sont pas imbus d'une conception sophistique de la liberté, assez semblable à celle de Sartre ou de Simone de Beauvoir. Nul doute que le père Ribes ne proteste vivement. Mais qu'est-ce que cette liberté qui refuse une certaine privation de son exercice, sinon une liberté principe d'elle-même, une existence pure qui refuse de se laisser limiter par une essence ? « La personne, écrivait Gabriel Marcel, n'est pas, ne peut pas être une essence, mais une métaphysique en quelque sorte édifiée à l'écart ou à l'abri des essences risque de s'évanouir comme un château de cartes. » De même, on peut dire que la liberté n'est pas la considération des principes de la raison, mais qu'hors des principes de la raison la liberté s'évanouit comme une pure illusion. On s'étonne que des choses aussi élémentaires échappent au directeur des *Etudes* !

Les avorteurs et leurs complices lorsqu'ils s'avisent de fonder intellectuellement leur pratique homicide, sont condamnés à la pure négativité. Comment pourrait-il en être autrement ? Ils ne connaissent la positivité, l'élan créateur, les sources de vie qu'en tant qu'objets de haine, objets à détruire. Cette liberté dont ils font si grand cas est celle du grand refus, dont l'obscur secret est l'attraction du néant. On ne peut donc s'étonner de leur absolue stérilité. Toute œuvre créatrice dans l'ordre de l'esprit, de la vie ou de la matière commence dans un acte de respect, d'admiration ou de vénération face au mystère du monde créé : « Ce qui m'étonne ce n'est pas le désordre, c'est l'ordre ! » Le grand écrivain suisse Ramuz, un jour, regrettait la perte d'une certaine attitude de respect devant l'existence — par quoi il faut entendre tout ce qui existe, soi-même et le monde autour de soi, les mystères qui nous entourent, le mystère de la mort, celui de la naissance, une certaine vénération devant la vie, un certain amour, et pourquoi ne pas le dire ? un certain état de poésie où on est devant le créé.

C'est en lisant la communication du Professeur Jérôme Lejeune à l'Académie des sciences morales et politiques que je me suis rappelé ce texte, tant il me paraissait s'accorder à cet extraordinaire hymne à la vie (1). En présentant les données les plus modernes de la génétique, le Professeur Lejeune s'affirmait en avant de tous les progrès, balayait les pires obscurantismes, mais avec un tel accent qu'on pouvait songer à une œuvre musicale, une symphonie à la gloire de la création. M. Fourastié qui assistait à cette communication en fut vivement frappé : « j'ai eu l'impression, déclara-t-il, d'assister aujourd'hui, disons, à un moment majeur de l'évolution intellectuelle de notre temps. » Un peu avant il avait précisé son impression : « M. le Professeur Lejeune pose un monde de problèmes dans tant de domaines, il le fait d'une manière si neuve, en associant à des résultats scientifiques extrêmement techniques... des considérations philosophiques, je dirais presque poétiques, qu'il y a là sans doute, le caractère le plus étonnant de la communication d'aujourd'hui. »

Il faut renvoyer au texte qu'il n'est pas possible de résumer ; il perdrait sa saveur. Tout au plus me permettrai-je quelques morceaux choisis. En premier lieu, cette liquidation scientifique du racisme : « que du Chinois au Patagon et du Lapon au Boshiman tous les hommes aient les mêmes chromosomes identiques, nous démontre qu'ils descendent tous des mêmes ancêtres. Il en résulte que les races humaines ne sont que des variations sur un thème commun, que des associations aux limites incertaines et que l'antique idée que les hommes sont frères n'est pas seulement un sentiment de poète ou une espérance de moraliste mais une réalité d'observation. » Voilà qui devrait alimenter la réflexion de M. Alain de Benoist et de ses confrères en empirisme logique.

Si la place ne nous était pas aussi mesurée, j'aurais aimé citer tout le passage qui explique une étonnante analogie entre la nature et le récit du livre de la genèse sur la possibilité de tirer une femme imparfaite, il est vrai, d'un fragment d'un mâle encore enlisé dans le sommeil embryonnaire...

Ce qui est admirable également dans cette communication, c'est l'absence de tout concordisme, de toute confusion de méthodes. Si les données de la science rejoignent la réflexion philosophique, ou la révélation, ce n'est jamais en vertu d'une volonté arbitraire, mais toujours en vertu de la convergence des résultats auxquels chaque discipline aboutit, fidèle à ses propres approches. La rigueur dans la distinction des savoirs est la meilleure condition pour restaurer l'unité.

Ce retour à l'unité, toutefois, est une nécessité absolue si l'on considère que l'intelligence doit faire retour au concret, réinsérer dans ses conditions d'existence cet objet qu'elle a abstrait de l'existant. Ecoutez encore le Professeur Lejeune : « M. Fourastié a fait remarquer qu'il existait des cloisonnements et même des rivalités entre les branches de l'épanouissement de l'intelligence humaine. Je suis tout à fait de son avis : c'est tout à fait regrettable. Il n'y a pas de césure dans l'homme. Il n'y a pas l'homo politicus, et l'homo scientificus. »

Reste dans cette communication l'essentiel, l'apparition et la prodigieuse genèse de l'homme, la lente sortie du sommeil du monarque que nous sommes, monarque de ce prodigieux royaume qu'est notre corps.

Au terme d'une telle lecture, lorsque par comparaison on songe au laborieux travail du père Ribes, il paraît cruel de poser la question : du professeur et du jésuite, quel est le vrai novateur, le véritable créateur, l'homme de progrès ?

Gérard LECLERC.

(1) Cette communication a été publiée par notre confrère *L'Homme nouveau* (1, place Saint-Sulpice, 75006 Paris), en supplément de son numéro du 7 octobre.